



Changement climatique, crise économique et la violence de la guerre

Nucléaire, écologique, chimique, économique - notre arsenal de Mort par Stupidité est impressionnant pour une espèce aussi intelligente que Homo Sapiens.

Par [William Blum](#)

Mondialisation.ca, 14 décembre 2012

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#), [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#)

Ouragans, typhons, canicules... les sécheresses, les pluies torrentielles, les inondations... de plus en plus puissantes, de nouveaux records battus. Il faut faire quelque chose, bien sûr. Sauf si vous ne croyez pas du tout que tout ça soit le résultat d'une activité humaine. Mais même s'il n'existe qu'une faible probabilité que ces changements soient provoqués par l'effet de serre, ne serait-il pas pour le moins évident que nous devrions appliquer le principe de précaution ? Trop de choses sont en jeu. Comme la civilisation telle que nous la connaissons. Les émissions de gaz carboniques dans l'atmosphère doivent être grandement réduites.

Les trois problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les malheureux et fragiles habitants de cette planète solitaire sont le changement climatique, la crise économique, et la violence des guerres. Il est de mon triste devoir de révéler que les États-Unis d'Amérique sont le principal coupable pour chacun de ces problèmes. Étonnant, n'est-ce pas ?

Pourquoi Barack Obama ne mène-t-il pas une lutte contre le changement climatique avec le même zèle qu'il mène des guerres ? Pourquoi ne cherche-t-il pas à punir les banquiers et boursicoteurs américains responsables de la calamité financière avec autant de zèle qu'il cherche à punir Julian Assange et Bradley Manning ?

Dans les deux cas, il place l'intérêt des entreprises au-dessus de tout. Toutes les amendes et pénalités ne convaincront pas les dirigeants d'entreprise de modifier leur comportement. Seul un séjour en prison pourrait faire pousser un truc qui leur manque et qui a la forme d'une conscience sociale.

Seule l'inculpation de George W. Bush, Dick Cheney et leurs complices dans les bombardements et les tortures pourra décourager d'autres va-t-en guerres américains de suivre leur chemin sanglant.

Le résultat de la récente élection ne pourra qu'encourager Obama. Il l'a probablement interprété comme un soutien à sa politique, bien que seulement 29,3% des électeurs potentiels ont réellement voté pour lui. Et un nombre inconnu, mais sûrement significatif, de ceux qui ont voté pour lui l'ont fait en se pinçant le nez tout en votant pour le moindre mal. Ce qui n'est pas vraiment le signe d'un ralliement.

La semaine dernière le Sommet sur le Changement Climatique s'est tenu à Doha, au Qatar. Les commentaires exprimés par de nombreux militants (par opposition aux représentants officiels de gouvernements) avaient un côté fin du monde... « Il sera bientôt trop tard... Il est déjà trop tard... le climat a déjà changé... L'ouragan Sandy, la montée du niveau des océans, le pire est encore à venir. » Le protocole de Kyoto est encore à ce jour le seul traité international qui prévoit des réductions dans les émissions de gaz à effet de serre. Pour de nombreux écologistes, il s'agit d'une pierre de touche. Mais les Etats-Unis ne l'ont jamais ratifié. Lors des conférences précédentes à Copenhague et à Durban, les Etats-Unis ont bloqué d'importantes initiatives globales et n'ont pas tenu certaines promesses vitales.

A la conférence de Doha, les Etats-Unis ont été sévèrement critiqués pour n'avoir pas pris la tête de la lutte pour la protection de la planète, surtout qu'ils sont le plus gros contributeur historique aux émissions à effet de serre. (« *le voyou le plus obtus dans cette salle* » a déclaré l'écologiste indien, Sunita Narain, (2))

Ce qui motive les représentants US, aujourd'hui autant qu'hier, depuis toujours, c'est le profit des entreprises. Réduire les émissions de gaz à effet de serre peut réduire les profits. Voilà un bon épitaphe sur la pierre tombale de la planète. Shamus Cooke, dans un article publié sur Zspace, le résume bien : « *Ainsi, si les énergies renouvelables ne sont pas aussi rentables que le pétrole - et elles ne le sont pas - la majorité des investissements capitalistes continuera à être consacré à la destruction de la planète. C'est vraiment aussi simple que ça. Même le capitaliste le mieux intentionné ne jettera pas son argent par la fenêtre dans des investissements à rendement nul.* »

Une histoire brève des Superpuissances

Du Congrès de Vienne en 1815 au Congrès de Berlin en 1879 et à l'invasion de la Russie par les « Alliés » en 1918 et jusqu'à la formation de ce qui devint l'Union Européenne dans les années 50, les grandes puissances européennes et le monde entier se sont réunis dans des grandes salles et sur les champs de bataille pour définir les règles de l'exploitation capitaliste de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Australasie, pour évangéliser et « civiliser », pour redessiner les frontières, et pour détruire des révolutions et autres menaces à leur hégémonie. Et elles ne plaisaient pas. En 1918, par exemple, quelques 13 pays, dont la France, la Grande-Bretagne, la Roumanie, l'Italie, la Serbie, la Grèce, le Japon et les Etats-Unis, se sont unis pour mener une invasion militaire de la Russie pour, selon la charmante expression de Winston Churchill, « *étrangler dans le berceau* » l'état Bolchevique qui venait de naître.

Et après la Deuxième Guerre mondiale, et sans le moindre égard pour ceux qui ont combattu et sont morts pour gagner cette guerre, les puissances occidentales, à l'exception de l'Union Soviétique, ont créé l'OTAN. L'OTAN, avec l'Union Européenne, s'est ensuite alliée avec les Etats-Unis pour mener la Guerre Froide et empêcher les communistes et leurs alliés d'accéder au pouvoir par des moyens légaux en France et en Italie. Leur partenariat s'est poursuivi après la fin de la Guerre Froide. Les Etats-Unis, l'Union Européenne, et l'OTAN sont chacun une superpuissance, avec des structures militaires et des politiques étrangères étroitement intégrées - pratiquement tous les membres de l'OTAN en Europe sont aussi membres de l'UE ; pratiquement tous les membres de l'OTAN ont envoyé des soldats sous commandement de l'OTAN et/ou des Etats-Unis en Irak, en Afghanistan, aux Balkans et ailleurs.

Ensemble, cette Sainte Trinité a démantelé la Yougoslavie, a envahi et dévasté

l'Afghanistan et l'Irak, estropié l'Iran, Cuba et d'autres pays avec des sanctions, reversé le gouvernement libyen, et sont sur le point de refaire la même chose en Syrie. Une bonne partie des justifications avancées par la Trinité pour tous les ravages avaient un rapport avec le terrorisme islamique, mais il faut noter qu'avant les interventions en Irak, en Libye et en Syrie, ces trois pays étaient des états modernes et laïques. Ces peuples malheureux retrouveront-ils un jour leurs vies d'antan ?

En éliminant la gauche en France et en Italie, et plus tard en déstabilisant les gouvernements de la Libye et de la Syrie, la Sainte Trinité s'est étroitement alignée sur les terroristes et les méthodes terroristes, à un point étonnant (3). Rien qu'en Syrie, il serait difficile de nommer un seul groupe terroriste du Moyen-orient associé à Al-Qaeda - avec leurs méthodes habituelles d'attentats aux voitures piégées et aux kamikazes - qui ne participe pas à la guerre contre le Président Assad avec le soutien de la Trinité. Existe-t-il quelque chose - sur le plan juridique ou moral - que la Trinité considère hors de sa juridiction ? Un lieu qui échapperait à son mandat géographique ? La Grande-Bretagne et la France ont rejoint la Turquie et les états de la péninsule arabique pour reconnaître la nouvelle coalition de l'opposition comme unique représentant du peuple syrien. « *Du point de vue du droit international, ceci est totalement inacceptable,* » a déclaré le Premier Ministre Russe, Dmitry Medvedev. « *La volonté de changer le régime politique d'un autre état en reconnaissant une force politique comme seul détenteur de sa souveraineté ne me semble pas vraiment civilisé.* » Le premier pays occidental à reconnaître la nouvelle coalition fut la France, rapidement suivie par la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Union Européenne. (4) L'étau se resserre.

Ces dernières années, l'Union Européenne connaît une crise financière, et sa première préoccupation a été de sauver les banques et pas ses citoyens, ce qui a provoqué des appels de citoyens de certains états membres à quitter l'Union. Je pense que la dissolution de l'Union Européenne serait bénéfique pour la paix dans le monde car elle priverait les gangsters des US/NATO d'un complice fiable et chaque pays membre retrouverait son indépendance en matière de politique étrangère.

Nous pourrions ensuite nous occuper de nous débarrasser de l'OTAN, une organisation dont la raison d'être actuelle est non seulement douteuse, mais dont la raison d'être depuis toujours n'a jamais été autre que celle de servir d'exécuteur des basses œuvres de Washington. (5)

Les Nations Unies votent sur l'embargo contre Cuba - 21 ans de suite.

Pendant des années, les dirigeants politiques et médias américains aimaient bien qualifier Cuba de « paria international ». On ne l'entend plus. Peut-être à cause du vote annuel à l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la résolution intitulée ainsi : « La nécessité de cesser l'embargo économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis d'Amérique contre Cuba ». Voici le résultat des votes :

Année	Date	Pour	Contre	Abstention	Pays votant contre
1992	24 Novembre	59	2	72	Etats-Unis, Israel
1993	3 Novembre	88	4	57	Etats-Unis, Israel, Albanie, Paraguay
1994	26 Octobre	101	2	48	Etats-Unis, Israel
1995	2 Novembre	117	3	38	Etats-Unis, Israel, Ouzbékistan

1996	12 Novembre	137	3	25	Etats-Unis, Israel, Ouzbékistan
1997	Octobre	143	3	17	Etats-Unis, Israel, Ouzbékistan
1998	Octobre	157	2	12	Etats-Unis, Israel
1999	Novembre	155	2	8	Etats-Unis, Israel
2000	Novembre	167	3	4	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall
2001	Novembre	167	3	3	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall
2002	Novembre	173	3	4	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall
2003	Novembre	179	3	2	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall
2004	Octobre	179	4	7	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall, Palau
2005	Novembre	182	4	1	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall, Palau
2006	Novembre	183	4	1	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall, Palau
2007	Novembre	184	4	1	Etats-Unis, Israel, Iles Marshall, Palau
2008	Octobre	185	3	2	Etats-Unis, Israel, Palau
2009	Octobre	187	3	2	Etats-Unis, Israel, Palau
2010	Octobre	187	2	3	Etats-Unis, Israel
2011	25 Octobre	186	2	3	Etats-Unis, Israel
2012	13 Novembre	188	3	2	Etats-Unis, Israël, Palau

A chaque automne, le vote à l'ONU nous rappelle que le monde n'a pas *complètement* perdu ses esprits et que l'empire américain ne contrôle pas *complètement* l'opinion des autres gouvernements.

Voici comment tout a commencé : le 6 avril 1960, Lester D. Mallory, Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires inter-américaines, rédigea une note interne : « *la majorité des Cubains soutiennent Castro... Le seul moyen envisageable pour aliéner le soutien interne est de provoquer une déception et une désaffection provoquées par une insatisfaction et des difficultés économiques... toutes les mesures possibles doivent être rapidement mises en oeuvre pour affaiblir l'économie cubaine.* » Mallory proposa « *une ligne d'action qui... s'attache principalement à priver Cuba d'argent et de fournitures, de faire baisser les salaires nominaux et réels, de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement.* » (6) Plus tard dans l'année, l'administration Eisenhower instaura l'étouffant embargo contre son ennemi déclaré de toujours.

Remettre les présidents américains dans leur contexte

« Il était une fois un président radical qui a tenté de remodeler la société américaine par des mesures gouvernementales. Au cours de son premier mandat, il créa un vaste réseau de subventions fédérales aux gouvernements d'état et locaux pour des programmes sociaux qui coûtaient des milliards. Il créa une imposante agence chargée du contrôle de la qualité de l'air et de l'eau, et une autre pour celui de la santé et la sécurité des travailleurs. Si le Congrès ne s'était pas mis en travers de son chemin, il aurait accompli beaucoup plus. Il tenta d'instaurer un revenu minimum garanti pour toutes les familles de travailleurs et, pour compléter le tout, proposa un plan de santé national qui aurait offert une assurance d'état pour les familles à bas revenus, et aurait obligé les employeurs à couvrir les travailleurs et imposé des standards aux assurances privées. Heureusement pour le pays, son deuxième mandat fut interrompu et ses rêves collectivistes n'ont jamais vu le jour.

Il s'appelait Richard Nixon. » (7)

(...)

William Blum

[The Anti-Empire Reports](#)

Article original en anglais :



[Climate Change, Economic Crisis and the Violence of War](#), publié le 11 décembre 2012

Traduction par VD pour le [Grand Soir](#)

Notes

1) Jeanette Winterson, The New York Times, September 17, 2009

2) Democracy Now !, December 7, 2012

3) For France and Italy, see Operation Gladio Wikipedia ; and Daniele Ganser, Operation Gladio : NATO's Top Secret Stay-Behind Armies and Terrorism in Western Europe (2005)

4) Agence France Presse, November 26, 2012

5) For the best coverage of the NATO monolith, sign up with StopNATO. To get on the mailing list write to Rick Rozoff at r_rozoff@yahoo.com. To see back issues at <http://groups.yahoo.com/group/stopnato>

6) Department of State, Foreign Relations of the United States, 1958-1960, Volume VI, Cuba (1991), p.885

7) From the review of the book : I am the change : Barack Obama and the Crisis of Liberalism by Charles Kesler. Review by Mark Lilla, The New York Times Book Review, September 30, 2012, p.1

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [William Blum](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [William Blum](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca